Vague 5

Octobre 2008

BAROMETRE
DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Popularité de la politique économique
L'impact perçu du plan de sauvetage des banques
Gestion de la situation économique actuelle par le gouvernement
Arguments de l'opposition sur la crise économique actuelle

LEVEE D' EMBARGO LE LUNDI 20 OCTOBRE 2008 - 23H00

Contact BVA : Gaël Sliman Directeur Général Adjoint de BVA ☎ **01.71.16.88.34**

Fiche technique

- L'Institut BVA a réalisé ce sondage par téléphone les **17 et 18 octobre** auprès d'un échantillon de 1014 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

- La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas, appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Synthèse des principaux enseignements du sondage

1- La crise favorise la perception de l'action de Nicolas Sarkozy même si elle reste majoritairement négative : la popularité de sa politique économique s'améliore encore de 4 points ce mois-ci, tandis que sa gestion de la situation de crise est jugée très correctement, et de mieux en mieux

La politique économique du gouvernement est toujours jugée mauvaise par une très large majorité de Français (59% contre 36%). Mais, l'information la plus spectaculaire du baromètre est que cette perception s'est encore améliorée ce mois-ci de 4 points, soit un progrès de 8 points des « bonnes opinions » depuis la rentrée.

Paradoxalement, grâce à la crise financière, le solde ou indice d'opinion (bonnes – mauvaises) sur la politique économique s'est ainsi amélioré de 12 points, passant de -35 en juin à -23 en octobre.

Comme pour la popularité de l'exécutif en septembre, l'essentiel du rebond de la popularité de la politique économique s'observe ce mois-ci auprès des sympathisants de droite (+11 points) et des catégories dites supérieures (+7 points).

La politique économique gouvernementale est à présent populaire auprès de plus de 40% des cadres (41%), des plus de 65 ans (46%), des plus hauts revenus (44%) et des artisans petits-commerçants-chefs d'entreprises (51%). Elle reste très impopulaire auprès des ouvriers (75% de mauvaises opinions contre 22% de bonnes), employés (67% contre 28%) et Français les plus pauvres (64% contre 31%).

L'image d'un Président actif et sur le pont en pleine tempête a donc clairement fonctionné dans l'Opinion, même si les Français semblent finalement moins versatiles sur le Président que ne paraissent l'être les journalistes et commentateurs (aussi enthousiastes aujourd'hui qu'ils étaient critiques à la fin du printemps dernier).

Afin de mesurer plus précisément encore, l'impact de la crise sur la perception de la politique économique du gouvernement, nous avons interrogé les Français à trois reprises depuis la rentrée sur leur jugement quant à la manière dont le gouvernement gérait la crise actuelle.

Dans le cadre d'un sondage international dans 14 pays (sondage BVA-Win), nous mesurions dès le début septembre une perception relativement correcte de la gestion de la crise par l'exécutif : avec une note de 4,4/10 les Français ne donnaient certes pas la moyenne à leurs gouvernants, mais les jugeaient plus favorablement que les américains, les britanniques ou les allemands ne jugeaient les leurs (la France se situait au 3ème rang européen).

Nous avons réitéré cette mesure les 10 et 11 octobre derniers (sondage BVA-Global NR), au pire moment du crack boursier et observions une progression de la note moyenne de 0,5 points, celle-ci passant à 4,9/10.

Enfin, la dernière mesure effectuée le week-end dernier dans le cadre de ce sondage témoigne d'un ultime progrès de 0,2 points avec une note moyenne passant la barre symbolique des 5/10 à 5,1/10.

Ces notes moyennes renvoient toutefois à des perceptions bien différentes selon les catégories de populations.

Si plus de la moitié (53%) des Français notent effectivement leurs gouvernants « dans la moyenne » c'est-à-dire entre 4/10 et 6/10, presque une autre moitié (46%) de la population perçoit les choses de manière totalement antinomique :

Il existe ainsi un quart « d'aficionados » (25%) qui attribuent à Nicolas Sarkozy et ses équipes une note supérieure ou égale à 7/10 et, inversement, un peu plus d'un cinquième (21%) de réfractaires absolus qui leur attribuent une note très médiocre comprise entre 1/10 et 3/10 (dont tout de même 9% de 1/10).

Outre l'orientation partisane des sondés (31% de réfractaires absolus parmi les sympathisants de gauche et 49% « d'aficionados » auprès des sympathisants de droite), leur origine sociologique détermine aussi très largement leur appartenance à l'un de ces deux camps : 28% des cadres sont des « aficionados », tandis qu'une proportion inverse d'ouvriers sont à cataloguer parmi les « réfractaires absolus » (dont 16% qui attribuent la note minimale de 1/10).

Synthèse des principaux enseignements du sondage

2 – Pourtant, les Français ne croient guère à l'efficacité finale du plan de sauvetage des banques et sont largement d'accord avec nombre de critiques faites au gouvernement quant à la gestion de cette crise

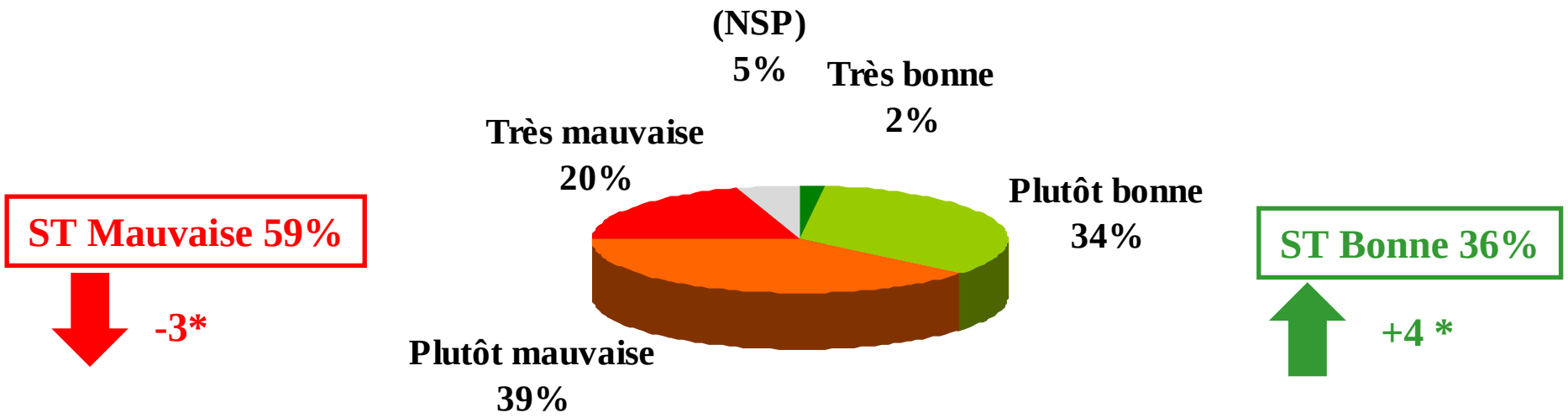
S'il est indéniable que la situation de crise actuelle profite aux gouvernants, et notamment à Nicolas Sarkozy, par le volontarisme international qu'il affiche, cela ne signifie pas que les Français soient rassurés ni même qu'ils estiment que cet activisme sera – in fine – efficace.
Une majorité de Français ne pensent pas que le plan de sauvetage adopté par l'UE « ramènera une confiance durable aux investisseurs » (56% contre 38%) ni, encore moins, qu'il favorisera la reprise de la croissance économique en France (59% contre 35%).
Ce pessimisme est partagé – à des niveaux divers – par toutes les catégories de population, à l'exception des seniors, très partagés sur le sujet, et des sympathisants de droite qui sont une courte majorité à répondre par l'affirmative à ces deux questions (avec respectivement 56% et 51%).
Curieusement, le pessimisme quant à cette efficacité est tout autant partagé par des catégories approuvant la politique économique du gouvernement – comme les cadres et les chefs d'entreprises (pessimistes à plus de 60% sur ces deux questions) – que par des catégories qui la désapprouvent très largement – comme les ouvriers et les employés (60 à 65% de pessimisme) –
Preuve que le regain observé auprès de certaines catégories correspond sans doute davantage à l'idée selon laquelle le Président « ferait ce qu'il peut et sans doute moins mal que d'autres » plutôt qu'à celle selon laquelle « il parviendrait effectivement à résoudre le problème ».
Le rebond observé n'exclut pas que les griefs et critiques faits notamment par l'opposition n'aient pas eu un certain écho dans l'Opinion.
Les Français sont ainsi une très large majorité des deux-tiers aux huit dixièmes à considérer que « si l'Etat peut prêter 40 milliards aux banques, il peut bien accorder un peu plus aux démunis » (79% d'accord), et « qu'il faudrait maintenant que l'Etat investisse beaucoup d'argent pour soutenir l'emploi » (65%).
Plus globalement ils sont 67% à estimer carrément que « la crise prouve que le système libéral ne fonctionne pas et qu'il faut le changer ».
Sans que l'on puisse en déduire, évidemment, que ces catégories ont basculé dans le marxisme, il est pour le moins troublant de voir que ce sentiment fait consensus dans la population, y compris parmi les entrepreneurs (51%), les sympathisants de droite (50%), les cadres (63%) et les Français les plus riches (63%).
Suscitant un accord un peu moindre, mais toujours majoritaire, des critiques visant plus directement le Président (et portées notamment par Ségolène Royal) sont aussi prises à leur compte par les Français : 58% décodent l'attitude actuelle de Nicolas Sarkozy comme un revirement estimant « qu'il dit à présent le contraire de ce qu'il disait il y a un an, ventant l'économie libérale et faisant la promotion de l'endettement des ménages » et 54% considèrent que dans la situation actuelle « il ne faut surtout plus privatiser ou ouvrir le capital de services publics ».
Cet écho dans l'Opinion aux différentes critiques de l'opposition est problématique pour l'exécutif car il peut avoir des conséquences lourdes sur l'attitude des Français face aux réformes à venir (ouverture au capital de La Poste,) et à leur acceptation de mesures difficiles (éventuel non-coup de pouce au pouvoir d'achat, frilosité dans les investissements sur les emplois aidés, réduction du nombre de postes de fonctionnaires).
Dans un contexte de redémarrage des mouvements sociaux (manifestations hostiles aux réformes « Darcos »), attention à l'étincelle … car le combustible est bien présent.

Gaël Sliman, Directeur Général Adjoint de BVA

LA POPULARITÉ DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

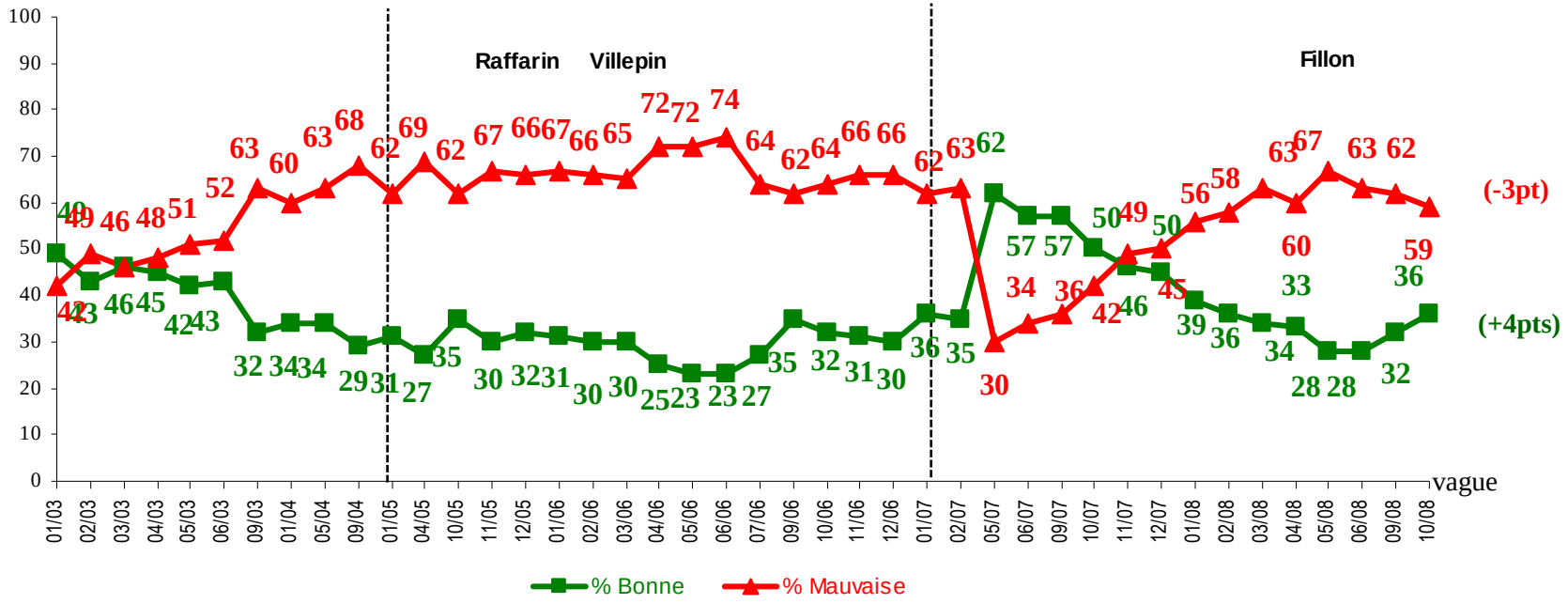
La popularité de la politique économique

***Question** : Vous personnellement, diriez-vous que la politique économique menée actuellement par le gouvernement est très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise?*



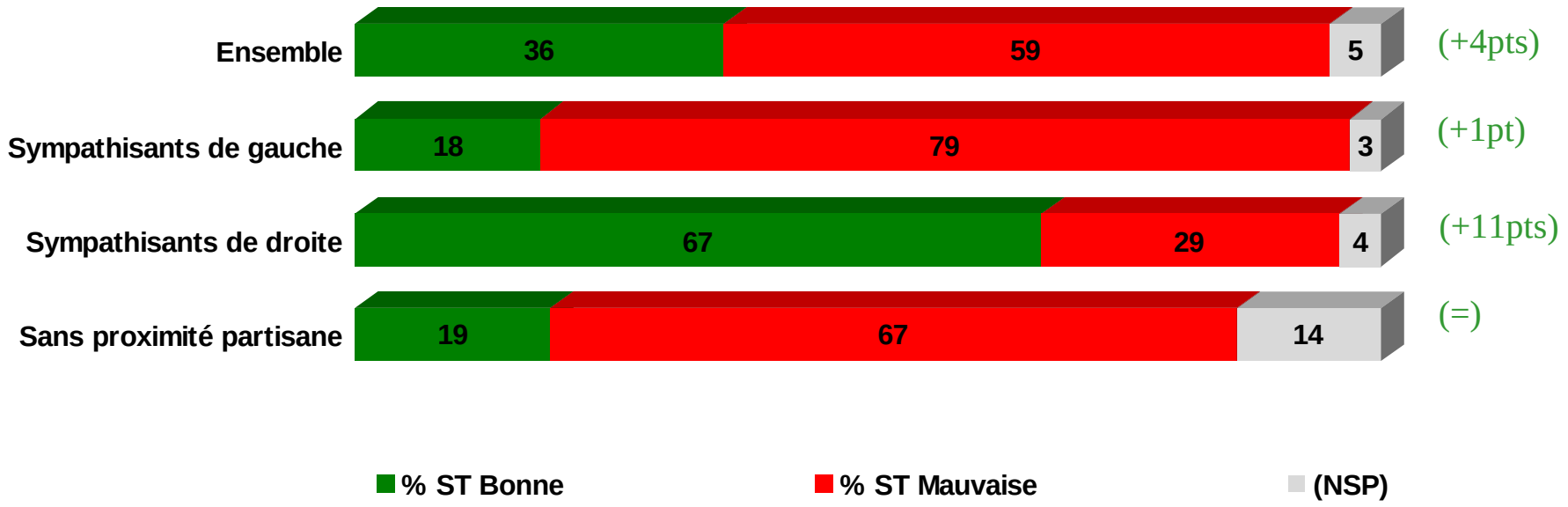
Popularité de la politique économique - Historique -

***Question** : Vous personnellement, diriez-vous que la politique économique menée actuellement par le gouvernement est très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise?*



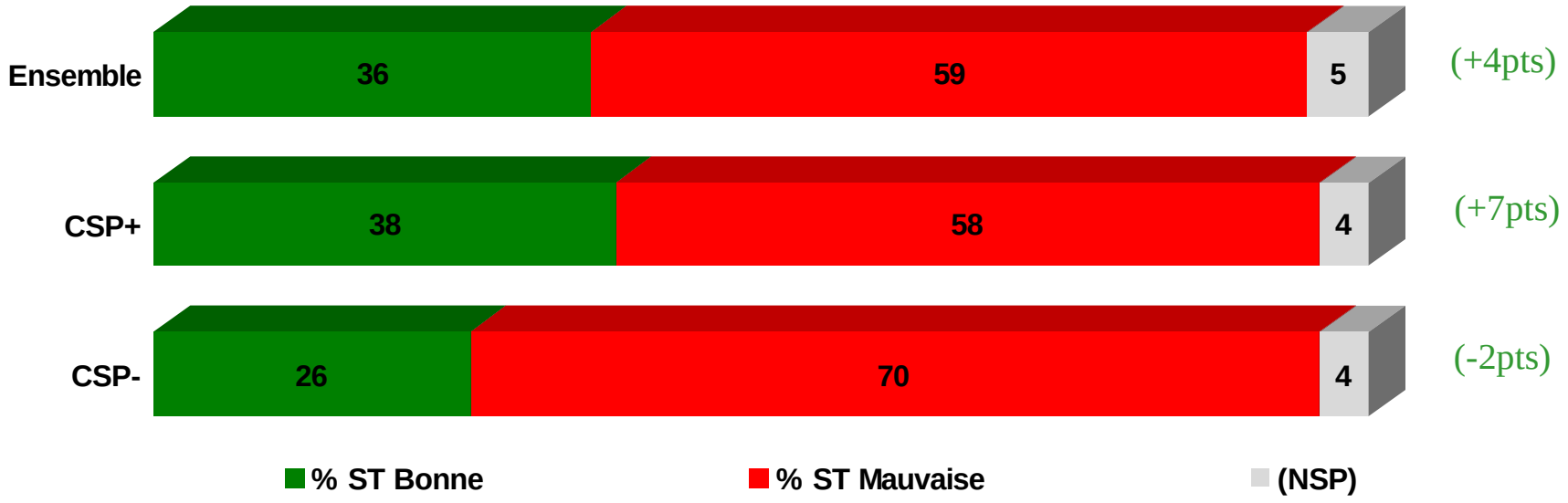
Popularité de la politique économique selon la proximité partisane

***Question** : Vous personnellement, diriez-vous que la politique économique menée actuellement par le gouvernement est très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise?*



Popularité de la politique économique selon la catégorie professionnelle

***Question** : Vous personnellement, diriez-vous que la politique économique menée actuellement par le gouvernement est très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise?*



L'IMPACT PERÇU DU PLAN DE SAUVETAGE DES BANQUES

L'impact perçu du plan de sauvetage des banques

Question : *Les États des 15 pays de l'Union européenne ont adopté le week-end dernier des mesures d'aides au secteur bancaire …*
D'après vous, ces mesures vont-elles :

Ramener une confiance durable aux investisseurs

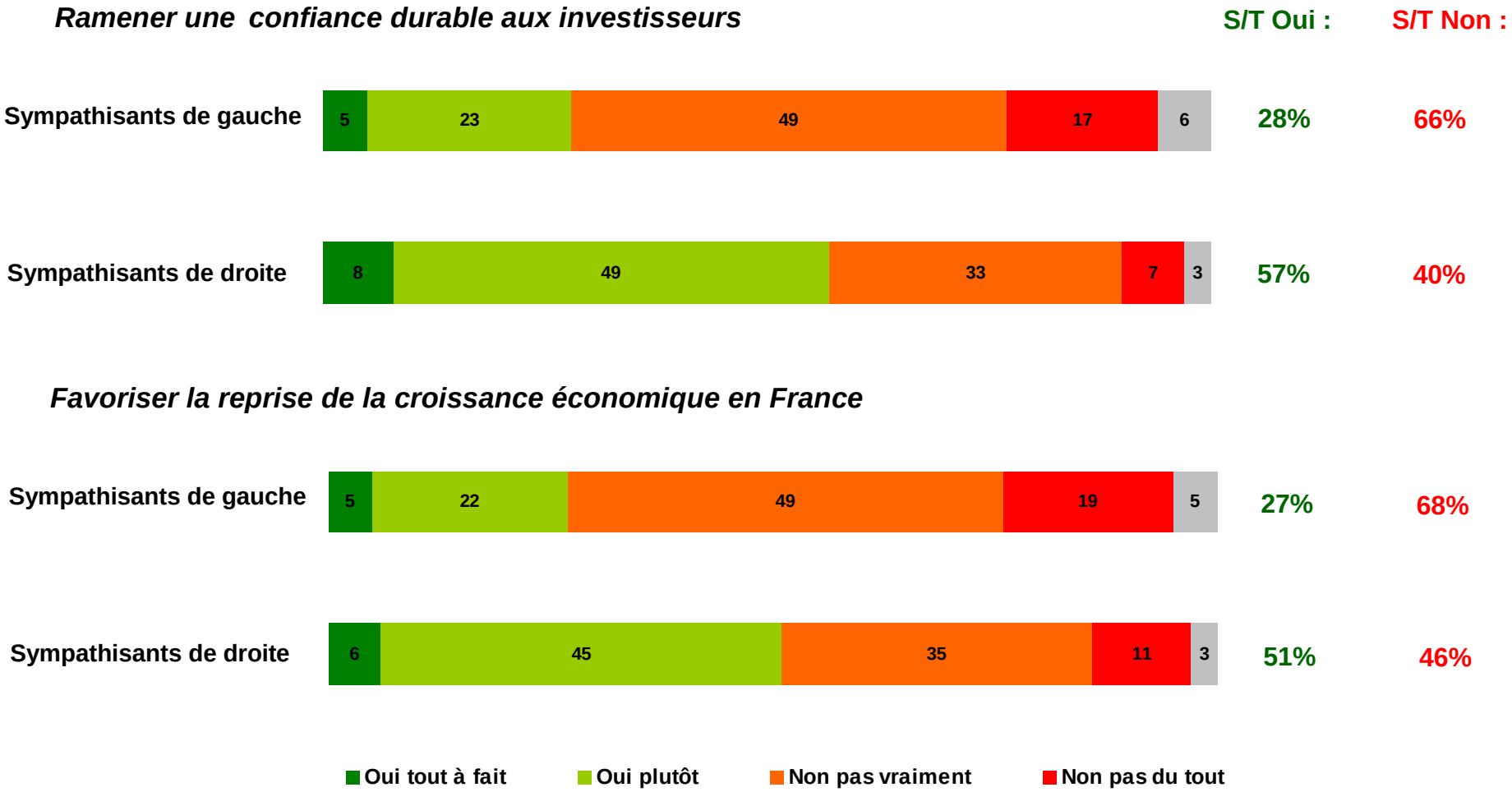
Favoriser la reprise de la croissance économique en France

Oui tout à fait | Oui plutôt | Non pas vraiment | Non pas du tout | (NSP)

L'impact perçu du plan de sauvetage des banques selon la proximité partisane

Question : *Les États des 15 pays de l'Union européenne ont adopté le week-end dernier des mesures d'aides au secteur bancaire …*

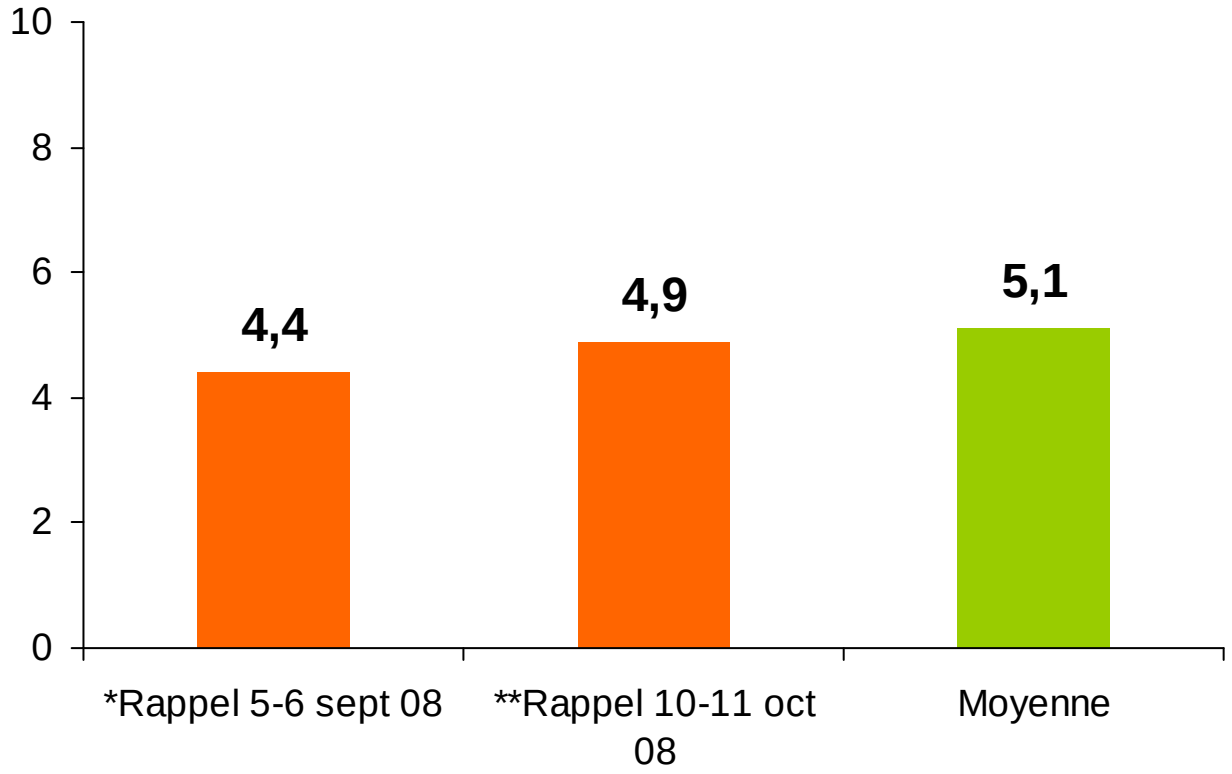
Ramener une confiance durable aux investisseurs



GESTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE PAR LE GOUVERNEMENT

Gestion de la situation économique actuelle par le gouvernement

***Question** : Quelle note entre 1 et 10 attribueriez-vous au gouvernement sur la façon dont il gère la situation économique actuelle, 10 signifiant que vous pensez qu'il fait un excellent travail et 1 au contraire qu'il fait un très mauvais travail…*



** Sondage Global NR réalisé le 10 et 11 octobre 08.*
*** Sondage WIN réalisé le 5 et 6 septembre 08*

ARGUMENTS DE L'OPPOSITION SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Arguments de l'opposition sur la crise économique actuelle

***Question** : Voici à présent un certain nombre d'opinions que l'on peut entendre, notamment dans l'opposition, à propos de cette crise. Pour chacune de ces opinions dites-moi si vous êtes …*

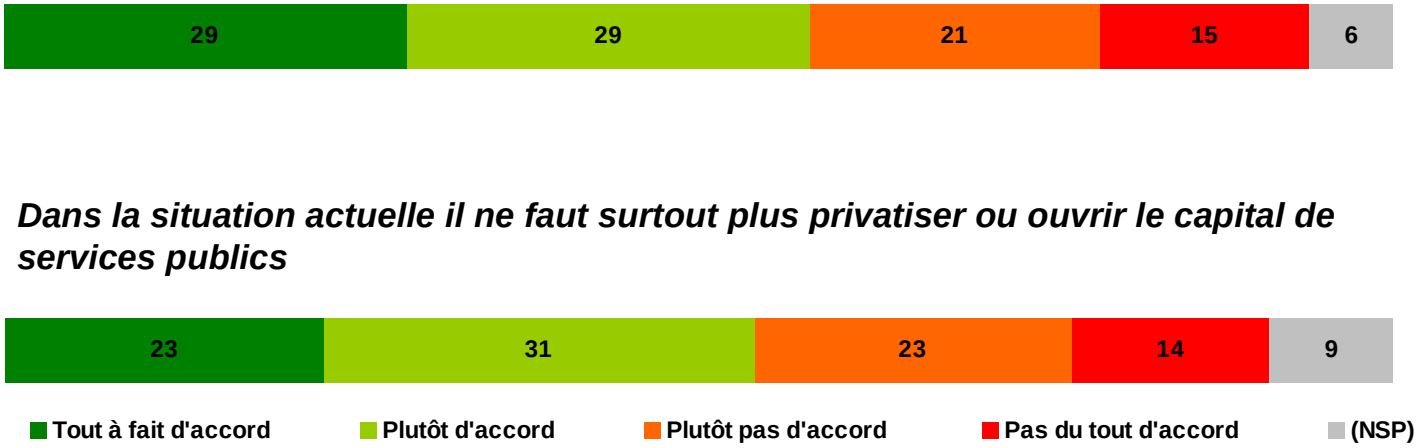
	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	(NSP)	S/T d'accord :	S/T Pas d'accord :
Si l'Etat peut prêter 40 Milliards aux banques, il peut bien en accorder un peu plus pour les plus démunis	51	28	12	7	2	79%	19%
La crise prouve que le système économique libéral ne fonctionne pas et qu'il faut en changer	29	38	18	10	5	67%	28%
Il faudrait maintenant que l'Etat investisse beaucoup d'argent pour soutenir l'emploi grâce à ce que l'on appelle les contrats-aidés	25	40	19	10	6	65%	29%

Tout à fait d'accord | Plutôt d'accord | Plutôt pas d'accord | Pas du tout d'accord | (NSP)

Arguments de l'opposition sur la crise économique actuelle (suite)

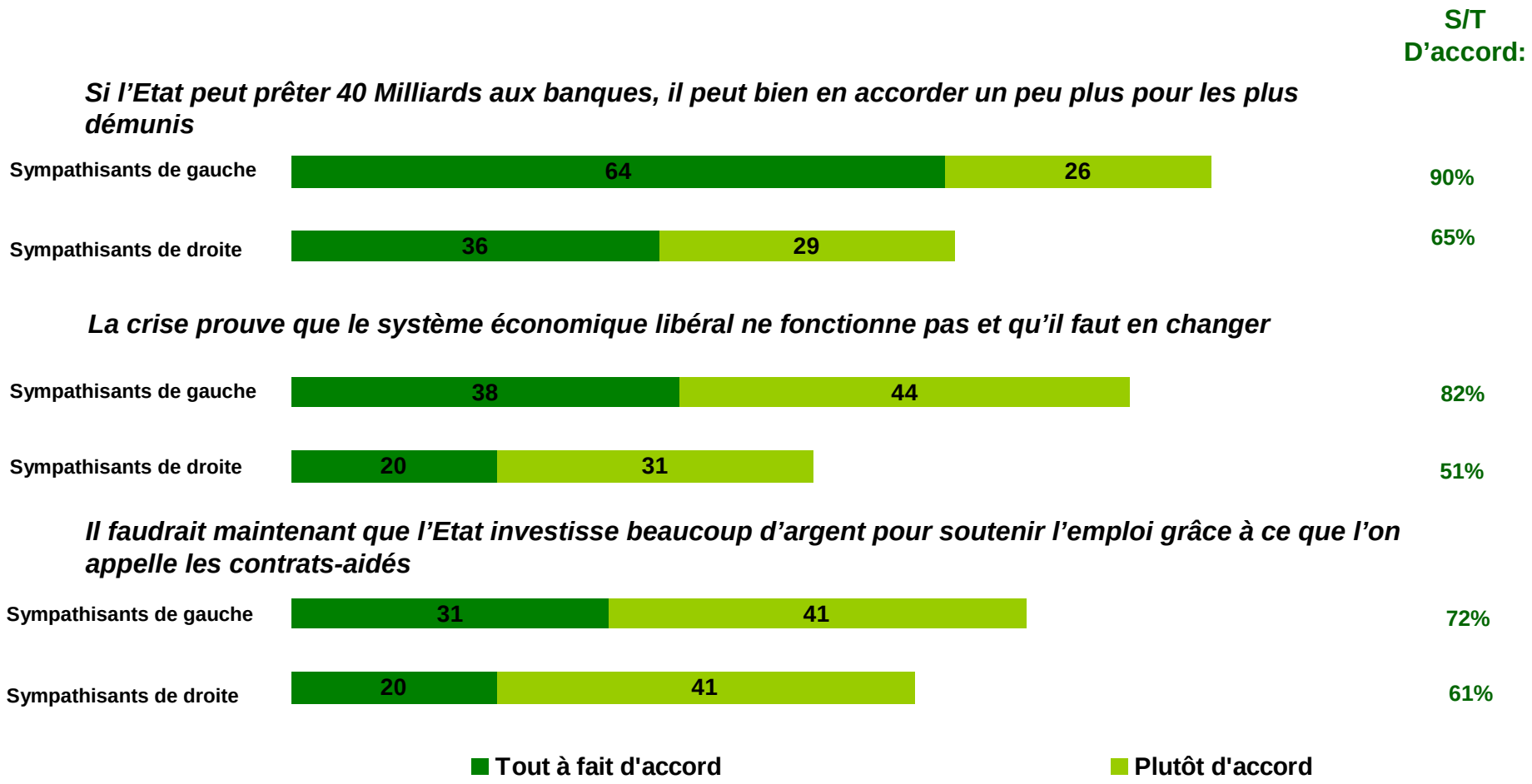
***Question** : Voici à présent un certain nombre d'opinions que l'on peut entendre, notamment dans l'opposition, à propos de cette crise. Pour chacune de ces opinions dites-moi si vous êtes …*

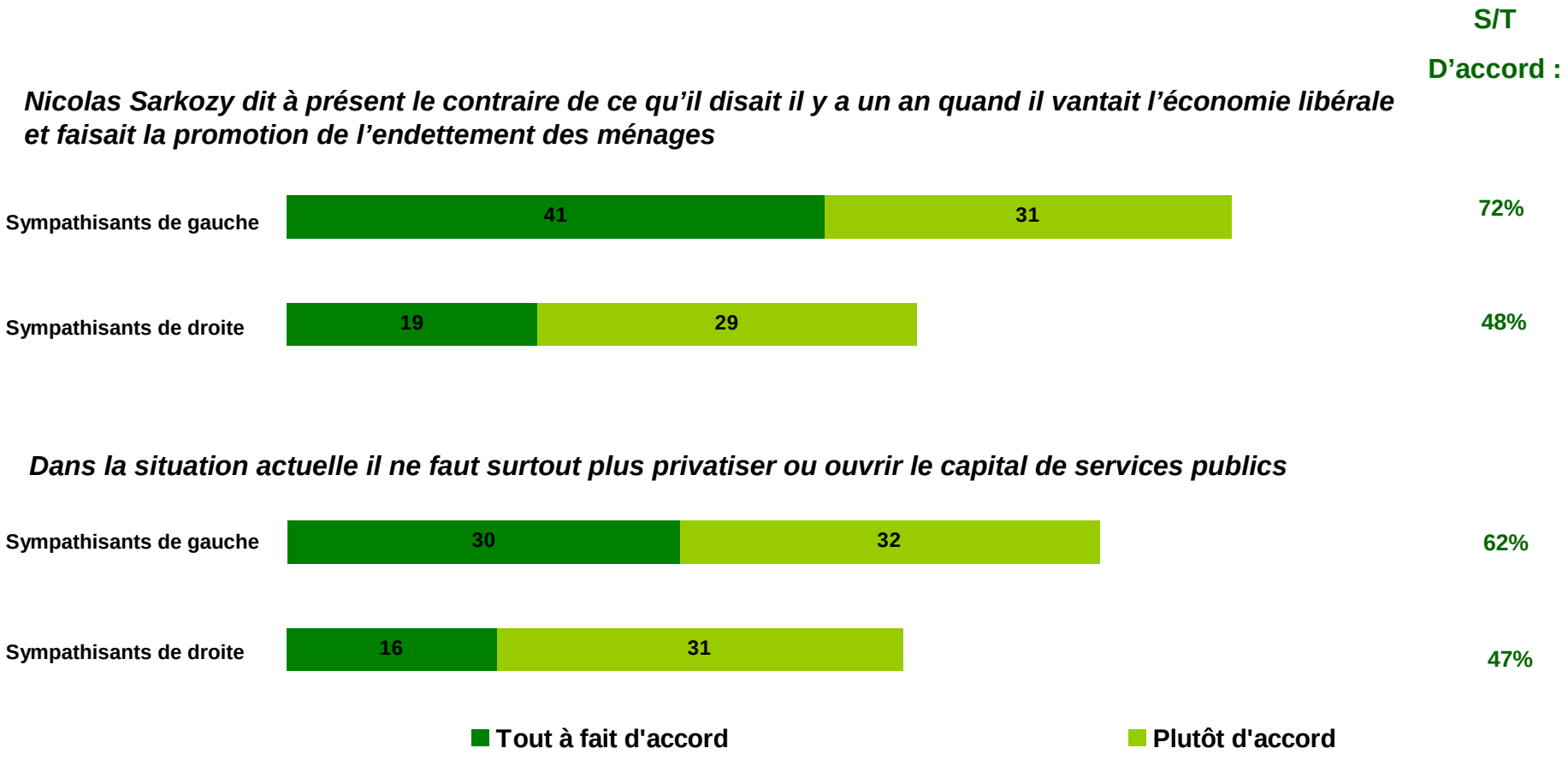
	S/T d'accord :	S/T Pas d'accord :
Nicolas Sarkozy dit à présent le contraire de ce qu'il disait il y a un an quand il vantait l'économie libérale et faisait la promotion de l'endettement des ménages	58%	36%
Dans la situation actuelle il ne faut surtout plus privatiser ou ouvrir le capital de services publics	54%	37%



Arguments de l'opposition sur la crise économique actuelle selon la proximité partisane

***Question** : Voici à présent un certain nombre d'opinions que l'on peut entendre, notamment dans l'opposition, à propos de cette crise. Pour chacune de ces opinions dites-moi si vous êtes …*



Arguments de l'opposition sur la crise économique actuelle selon la proximité partisane (suite)

***Question** : Voici à présent un certain nombre d'opinions que l'on peut entendre, notamment dans l'opposition, à propos de cette crise. Pour chacune de ces opinions dites-moi si vous êtes …*